



Assemblée générale

Distr. générale
4 octobre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 49 b) de l'ordre du jour

**Réforme de l'Organisation des Nations Unies :
mesures et propositions : l'Assemblée du millénaire**

Audition régionale tenue en prévision de l'Assemblée du millénaire des Nations Unies

Audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale tenue à Beyrouth les 23 et 24 mai 1999

Note du Secrétaire général

En prévision de l'Assemblée du millénaire et du Sommet du millénaire, et à la demande du Secrétaire général, les Secrétaires exécutifs des cinq commissions régionales ont organisé des auditions régionales rassemblant des secteurs représentatifs de la société civile et membres des commissions. Ces auditions avaient pour but de susciter des propositions visant à renforcer le rôle de l'ONU et à permettre à l'Organisation de continuer à être en prise sur la réalité au XXI^e siècle. Une sixième audition régionale sera consacrée à la région de l'Amérique du Nord.

On trouvera ci-joint le rapport sur l'audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, tenue à Beyrouth les 23 et 24 mai 1999.

Audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale tenue à Beyrouth les 23 et 24 mai 1999

I. Introduction

1. L'Audition consacrée aux préparatifs de l'Assemblée du millénaire dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) s'est tenue à la Maison des Nations Unies, à Beyrouth, du 23 au 24 mai 1999.

2. Onze experts de la région ont été invités à faire des présentations sur les thèmes retenus pour l'Audition, à laquelle ont assisté 96 autres participants. Étaient présents des représentants de gouvernements, du secteur privé, des organisations de la société civile, des milieux universitaires et des médias, ainsi qu'un certain nombre de personnalités. Les femmes représentaient 26 % de l'assemblée.

3. L'Audition comprenait quatre séances de travail. Les travaux des trois premières séances étaient dirigés par un modérateur. Le Secrétaire exécutif de la CESAO assurait la présidence de la 4e séance.

4. Les thèmes retenus pour l'Audition étaient la paix et la sécurité, le développement économique et social et les droits de l'homme et la conduite des affaires publiques. Chacun de ces thèmes a fait l'objet d'une séance de travail. Après une présentation liminaire effectuée par les experts, les participants ont pris la parole pour formuler des observations, exposer leurs vues et soulever de nouvelles questions. Au cours de leurs interventions, les experts et les participants ne se sont pas toujours cantonnés au thème de la séance; ils ont souvent abordé l'ensemble des trois thèmes retenus pour l'Audition. Lors de la 4e et dernière séance, on a procédé à un échange de vues général et clôturé les débats. Le Secrétaire exécutif a ouvert le débat en donnant une vue d'ensemble des idées exprimées lors des trois premières séances; ensuite, les présidents des trois séances de fond ont rendu compte des débats qu'ils avaient dirigés. Puis la parole a été donnée aux participants.

5. La plupart des experts et des participants ont présenté leur intervention par écrit. Les vues exposées dans les interventions orales et écrites figurent dans le présent rapport.

6. En règle générale, les interventions ont porté sur les problèmes concernant la région, ainsi que le système des relations internationales et l'ONU. D'aucuns ont fait valoir qu'il existait un lien évident entre les trois thèmes retenus pour l'Audition. Certains intervenants ont en outre souligné qu'il ne pouvait y avoir de développement si la paix,

la sécurité, les droits de l'homme et la liberté n'étaient pas garantis. Les sujets importants pour l'avenir de la région ont été fréquemment mentionnés et la plupart des interventions contenaient des suggestions concernant l'avenir de l'ONU, en premier lieu la réforme et le renforcement de l'Organisation, ainsi que l'amélioration de l'exécution de ses fonctions au service de ses États Membres et de leurs populations.

7. On notera que les délibérations étaient souvent liées, implicitement ou explicitement, aux notions de souveraineté et de mondialisation et leur lien avec le respect de la souveraineté nationale; les prérogatives de l'État, le bien-être et les droits des peuples, ainsi que le rôle et les activités de l'ONU ont été évoqués. L'inégalité de traitement dans le système international a également été maintes fois mentionnée.

8. La notion de souveraineté absolue a été défendue lorsque le débat portait sur la paix, la sécurité et la défense ou le rétablissement de l'intégrité territoriale des États. Dans une moindre mesure, cette notion a également été évoquée lorsque l'on a examiné la question de l'élaboration et de l'application de politiques économiques et sociales. D'aucuns ont toutefois souligné son caractère relatif, lorsqu'ont été abordées les questions relatives aux droits de l'homme, à l'action humanitaire et à la bonne conduite des affaires publiques.

9. De nombreuses propositions ont été faites concernant la modification de la structure et des fonctions de l'ONU. Elles reflétaient la ferme conviction des participants qu'une véritable égalité entre les États Membres démocratiserait l'Organisation et les relations entre États seraient, de ce fait, plus équitables et plus respectueuses du droit international. Certains ont estimé que l'élargissement des fonctions de l'ONU et la révision des mandats de ses organes principaux contribueraient à accélérer le développement des États Membres et à renforcer le respect des droits de l'homme. Certains intervenants ont également exprimé la crainte que la répartition effective des compétences au sein du système international n'aille à l'encontre de certains des objectifs visés par les changements proposés, ou qu'elle n'ait des effets contraires à ceux recherchés, en raison de la politisation des problèmes.

10. Au-delà des trois thèmes retenus dans le cadre de l'Audition, une proposition a été avancée concernant l'élection du Secrétaire général. Il a été recommandé qu'en vue d'assurer une sélection plus démocratique, le Conseil

de sécurité soumette plusieurs candidatures au vote de l'Assemblée générale et que l'on trouve un moyen de protéger le Secrétaire général des pressions exercées par les grandes puissances.

11. Le présent rapport, qui rend compte des débats qui se sont déroulés dans le cadre de l'Audition, comprend trois sections et une conclusion. Il vise à mettre en lumière les domaines qui, de l'avis des participants, exigent une action plus énergique de l'ONU.

12. Le rapport n'établit pas de distinction entre les vues exprimées par les experts et celles exprimées par les autres participants; le terme «participant» s'applique aux deux catégories d'intervenants. Il reflète les vues des participants et se concentre sur les idées qui ont été exprimées par un nombre de participants suffisant pour être considérées comme un courant d'opinion.

II. Paix et sécurité

13. Un consensus manifeste s'est dégagé sur les questions de paix et de sécurité intéressant la région et l'ONU. Les participants se sont également accordés pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme les conséquences préjudiciables pour l'ONU de l'actuel système international unipolaire, selon lequel le respect des buts et principes de l'Organisation est subordonné à la politique et à la volonté d'une superpuissance.

14. Les participants ont souligné que l'occupation par Israël des territoires palestiniens et d'autres territoires arabes, y compris les hauteurs du Golan et le Sud-Liban, constituait une rupture de la paix et de la sécurité. Il a été fait mention d'actes de provocation particuliers, concernant la saisie de terres appartenant à des Palestiniens, la destruction de leurs maisons et l'implantation de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens. D'aucuns ont également appelé l'attention sur les mesures prises pour modifier la structure démographique de Jérusalem.

15. Les participants ont rappelé que, dans ses résolutions, l'Assemblée générale avait à maintes reprises appelé Israël à mettre un terme aux violations de la paix et de la sécurité dans la région; ils ont également cité les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973 et 425 (1978) du 19 mars 1978 du Conseil de sécurité.

16. Le non-respect par Israël des dispositions de ces résolutions a été à diverses reprises cité comme exemple de l'incapacité de l'ONU à faire respecter ses principes et à atteindre ses objectifs. Le Conseil de sécurité ne pouvait

pas imposer de sanctions à Israël parce qu'il en était empêché par la seule superpuissance restante. Le droit d'opposer son veto à l'adoption de résolutions du Conseil, que celle-ci exerçait ou menaçait d'exercer, protégeait donc Israël.

17. Le contraste avec les sanctions imposées à l'Iraq était frappant. On ne pouvait trouver meilleur exemple de traitement inégal dans les relations internationales, s'agissant des États Membres de l'ONU. Les sanctions dont font l'objet la Jamahiriya arabe libyenne et le Soudan ont également été critiquées.

18. La dénonciation des sanctions imposées à l'Iraq n'impliquait pas que les participants approuvaient la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'États voisins, mais signifiait que ces sanctions n'avaient que trop duré et que les objectifs visés avaient été atteints. Si la puissance excessive et le surarmement de l'Iraq risquaient de menacer la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, sa faiblesse actuelle, qui compromettrait l'équilibre nécessaire de la région, constituait une menace tout aussi grave.

19. Il semblait que les sanctions de l'ONU étaient doublement défavorables aux pays arabes et à leurs populations : elles étaient imposées à des pays qui avaient rompu la paix et la sécurité ou étaient considérés comme les ayant rompues, mais lorsqu'il était porté atteinte à la paix et à la sécurité de ces pays, aucune sanction n'était imposée.

20. De l'avis des participants, la réaction de l'ONU à la manière dont l'Iraq et la Turquie traitaient leurs populations kurdes constituait un autre exemple de l'application deux poids, deux mesures. L'imposition d'un régime spécial au nord de l'Iraq, prétendument à l'appui de la population kurde, constituait une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays. Les incursions de l'armée turque à la poursuite de rebelles kurdes de Turquie représentait également une atteinte flagrante à la souveraineté de l'Iraq qui n'avait suscité aucune action ou condamnation de la part de la communauté internationale.

21. Divers participants ont également estimé que le différend qui oppose certains pays membres de la CESAO à la Turquie au sujet des eaux du Tigre et de l'Euphrate pouvait constituer une cause d'instabilité. L'eau était également une question litigieuse entre les parties au conflit israélo-arabe qui risque de menacer directement la paix, dans l'immédiat et à l'avenir.

22. Certains ont fait observer que l'ONU avait été systématiquement écartée de toutes les tentatives de règlement du conflit israélo-arabe au cours des 20 dernières

années. Cette situation servait les intérêts d'Israël qui pouvait ainsi se soustraire aux pressions exercées par la communauté internationale, visant au respect de la Charte et du droit international, et était appuyé par la seule superpuissance restante.

23. D'aucuns ont estimé qu'il serait dans l'intérêt des pays arabes que l'ONU joue un rôle plus important dans la région. Celle-ci avait besoin de l'aide de l'Organisation pour parvenir à la paix et à la sécurité et en assurer le maintien; par ailleurs l'ONU avait besoin de la région pour rétablir sa crédibilité.

24. La question du désarmement nucléaire dans la région constituait également un sujet de préoccupation et a été mentionnée comme exemple supplémentaire de l'inégalité de traitement. Certains ont affirmé qu'Israël possédait l'arme nucléaire et avait refusé d'appliquer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. De l'avis de certains participants, il fallait contraindre Israël à en respecter les dispositions et à renoncer à ses armes nucléaires, afin que toutes les armes de destruction massive dans la région soient interdites.

25. L'arbitraire, l'inégalité de traitement, la non-application des résolutions et les autres problèmes dont il est fait mention ci-dessus résultaient des dispositions contenues dans la Charte de l'ONU. Sans doute, ces dernières s'appliquaient-elles au monde tel qu'il était après la Seconde Guerre mondiale, voire jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, mais il était maintenant nécessaire d'y apporter des modifications. Les propositions formulées lors de l'Audition et examinées ci-après étaient axées sur une répartition des pouvoirs plus équitable et un processus décisionnel plus démocratique.

26. Il a été proposé d'augmenter le nombre des membres permanents du Conseil de sécurité afin d'y inclure des représentants de pays en développement. Toutefois, les modalités de sélection des nouveaux membres permanents n'ont pas encore été examinées.

27. D'autres recommandations ont été faites concernant l'augmentation du nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité et la suppression du droit des membres permanents d'opposer leur veto à ses résolutions.

28. Il a également été proposé de confier une partie du mandat du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, considérée comme un organe plus démocratique.

29. Deux démarches permettaient de parvenir à la paix et à la sécurité. Les résolutions du Conseil de sécurité, les forces de maintien de la paix et des mécanismes analogues constituaient l'approche directe. La démarche indirecte

exigeait la redistribution des richesses à l'échelle internationale. Il faudrait peut-être agir dans ces deux domaines au cours des années à venir, mais l'importance de la seconde approche ne devait pas être sous-estimée.

III. Développement économique et social

30. Les principes généraux de l'économie de marché n'ont pas été remis en question. D'aucuns ont souligné que libre concurrence ne signifiait pas nécessairement concurrence effrénée.

31. L'interdépendance des économies mondiales a également été reconnue.

32. De l'avis général, le développement économique et social devait en premier lieu contribuer à promouvoir le développement humain. L'affinement de la notion de développement humain était considéré comme une contribution utile de l'ONU, mais il était souhaitable de poursuivre les efforts.

33. Les participants n'attachaient pas tous la même importance aux effets positifs et négatifs de la mondialisation, à la protection des marchés nationaux et au libre choix des politiques. Néanmoins, tous souhaitaient que l'ONU aide les États à tirer parti de la nouvelle donne et à faire face aux éventuelles menaces ou difficultés.

34. Certains participants étaient d'avis que les conditions nécessaires au succès de l'économie de marché n'étaient pas réunies. Les grandes disparités existant tant entre les pays participant aux échanges commerciaux qu'entre leurs niveaux de développement respectifs entravaient le libre jeu de la concurrence, situation qui défavorisait les pays arabes comme les autres pays en développement.

35. De l'avis de certains, il était nécessaire de corriger les imperfections du nouveau système commercial mondial. Il fallait également réviser le système monétaire international pour prendre en compte les intérêts des pays en développement.

36. D'autres ont estimé que la mondialisation était l'aboutissement naturel de l'évolution des modes de production et qu'il valait mieux en tirer parti que s'y opposer. Elle offrait en effet des perspectives prometteuses aux économies nationales et les pays de la région avaient tout intérêt à élaborer des politiques et à prendre des mesures en vue d'en retirer des bénéfices et de développer leur économie.

37. Il a été souligné que les pays de la région devaient en priorité s'efforcer d'intégrer leurs économies respectives,

s'ils voulaient réaliser des économies d'échelle. En outre, un marché de dimension régionale était plus à même d'attirer les investissements étrangers directs.

38. L'intégration économique permettrait également de mieux rentabiliser les facteurs de production régionaux; la main-d'oeuvre pouvait se rendre là où se trouvait les capitaux et les capitaux régionaux pouvaient également se déplacer à la recherche de main-d'oeuvre avec pour résultat un meilleur rendement des facteurs et une accélération de la croissance économique et du développement.

39. Enfin, à mesure qu'ils poursuivraient leur intégration économique, les pays de la région pourraient améliorer progressivement les conditions de leur participation aux échanges mondiaux.

40. Par ailleurs, pour bénéficier des avantages de la mondialisation et résister à l'inévitable exacerbation de la concurrence, les pays de la région devaient à tout prix valoriser leurs ressources humaines. Il leur fallait en particulier réformer radicalement leur système éducationnel car les modèles traditionnels n'étaient plus adaptés au marché du travail. En adoptant de nouvelles orientations en matière d'éducation, qui tiennent compte des besoins des modes de production avancés, ils disposeraient d'une main-d'oeuvre plus instruite et plus qualifiée.

41. Parallèlement, divers participants ont souligné les effets négatifs de la mondialisation, de la libéralisation des échanges commerciaux et des programmes d'ajustement structurel que les institutions financières internationales préconisaient aux pays en développement, y compris ceux de la région. Ces derniers ne pouvaient résister aux offensives commerciales des pays industrialisés. Une telle invasion de biens et de services sapait le processus de développement. Ceux qui défendaient cette position considéraient que les programmes d'ajustement structurel en question étaient inacceptables et portaient atteinte aux droits souverains des États. Centrés sur la réduction des dépenses publiques, l'accroissement des recettes publiques, le durcissement des politiques monétaires, la déréglementation et la privatisation, ces programmes avaient contribué à l'aggravation de la pauvreté et à l'augmentation du taux de chômage dans la région. Ils risquaient enfin d'aboutir à la dénationalisation des économies étatiques, ce qui était contraire aux intérêts des gouvernements et des populations des pays de la région.

42. La question des ressources en eau risquait d'entraîner des conflits et constituait une menace pour la paix mais l'eau restait un élément essentiel des processus de production. Il était donc indispensable de régler les problèmes d'approvisionnement en eau de la région, afin d'assurer

son développement économique. Là encore, les participants ont demandé à l'ONU de s'associer aux efforts qui avaient été entrepris à cette fin.

43. Une forte majorité de participants ont souligné que le développement social était important en soi mais qu'il représentait également un instrument indispensable tant pour parvenir au développement durable que pour permettre aux sociétés arabes d'apporter une contribution utile à l'évolution d'une communauté internationale de plus en plus marquée par la mondialisation.

44. L'amélioration de la situation des femmes et leur pleine participation à la vie de la collectivité étaient considérées comme des éléments essentiels du progrès social.

45. Le développement social, défini comme l'accroissement des capacités collectives à prendre des initiatives et à faire face aux difficultés qui se présentaient aux niveaux local et national grâce à la participation de tous, la confiance mutuelle et la solidarité, était l'unique moyen de garantir le succès des efforts de développement. Dans la plupart des cas, le potentiel d'une société se mesurait au pouvoir d'action des organisations non gouvernementales.

46. De l'avis de certains participants, les variations des taux de croissance économique dans un pays donné ou d'un pays à l'autre, indiquaient souvent le degré d'organisation de la société civile. En effet, la vitalité des institutions de la société civile et la croissance économique allaient généralement de pair.

47. Il a été souligné qu'il existait des liens étroits entre la société civile, la gouvernance et le développement. Il ne pouvait y avoir de développement sans une saine conduite des affaires publiques qui permette au secteur public, au secteur privé et à la société civile d'exercer pleinement leurs rôles respectifs.

48. Les participants ont souligné que les institutions de la société civile et les États Membres devaient non seulement utiliser les indicateurs de développement novateurs que le système des Nations Unies avait mis au point durant les 20 dernières années, mais aussi aider à les améliorer. À ce propos, ils ont également invité les entités des Nations Unies à établir leurs propres statistiques et à ne pas dépendre uniquement des données fournies par les gouvernements.

49. Désormais, le renforcement de la société civile serait fonction de la croissance économique et du développement. En effet, sans un niveau de vie acceptable, personne ne songerait à devenir membre d'une organisation non gouvernementale. Dans un contexte de chômage et de

pauvreté, la plupart chercheraient avant tout à subvenir à leurs besoins essentiels.

50. Certains se sont interrogés sur le rôle des syndicats en tant qu'organisations de la société civile à une époque où le savoir revêtait une si grande importance et sur la façon dont ils réagissaient à la mondialisation. Les questions posées portaient tant sur les syndicats des pays arabes que sur ceux des autres pays.

51. D'aucuns ont demandé que la société civile arabe établisse un dialogue permanent avec les sociétés civiles des autres pays et maintienne des liens étroits avec celles des pays industrialisés. Il a été souligné que ces dernières pouvaient contribuer à l'orientation des politiques nationales.

52. Certains participants ont fait observer que les organisations non gouvernementales arabes avaient des difficultés à obtenir les moyens financiers et les éléments d'information nécessaires pour exécuter leurs activités. Plusieurs d'entre elles avaient été accusées de servir les intérêts d'entités étrangères qui constituaient leurs sources de financement. Par ailleurs, les gouvernements et les organisations non gouvernementales se trouvaient parfois en situation de concurrence lorsqu'il s'agissait d'obtenir une assistance extérieure.

53. Les organisations de la société civile étaient les mieux placées pour cerner les problèmes et pour élaborer et exécuter des projets en vue de les résoudre, de manière autonome ou en collaboration avec l'État. Les organismes des Nations Unies, y compris la CESAO, devaient appuyer les efforts visant à faire en sorte que les organisations non gouvernementales bénéficient d'une totale liberté d'action aux niveaux local et régional.

54. Comme on avait pu le constater lors des diverses conférences mondiales qui s'étaient tenues dans les années 90, les organisations de la société civile participaient activement aux activités des organismes des Nations Unies. Il fallait interpréter ces efforts comme l'instauration de liens permanents qui devaient dépasser le cadre des grandes conférences.

55. Les participants ont recommandé de réexaminer la notion d'organisation internationale telle qu'elle avait été définie en 1945. L'ONU devait s'adapter aux nouvelles réalités et mieux représenter les peuples et la société civile aux niveaux national et mondial. La structure tripartite de l'Organisation internationale du Travail, qui avait permis de répondre à cette nécessité, pouvait servir d'exemple.

56. Les participants ont même proposé de créer dans le cadre de l'ONU une assemblée générale des organisations

non gouvernementales qui se réunirait en même temps que l'Assemblée générale mais ils n'ont pas défini les critères à retenir pour déterminer quelles organisations non gouvernementales y siègeraient.

IV. Les droits de l'homme et la gouvernance

57. Les participants ont reconnu que le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance constituaient les conditions nécessaires à un développement durable.

58. Ils ont souligné le caractère indivisible des droits fondamentaux et rappelé que les droits des femmes en faisaient partie intégrante.

59. Ils ont insisté sur le droit au développement de toutes les nations et de tous les peuples.

60. Les participants ont affirmé l'égale importance des droits civils et politiques, d'une part, et des droits économiques, sociaux et culturels, de l'autre.

61. L'absence de paix, a-t-il été déclaré, constituait une violation des droits de l'homme.

62. Les victimes de la guerre, de la pauvreté et de l'analphabétisme ont été considérées comme confirmant les violations des droits de l'homme.

63. L'intolérance religieuse a été citée comme un exemple du mépris manifesté à l'égard des libertés fondamentales. La tolérance et la protection des droits des minorités nationales devraient servir à évaluer le respect des droits de l'homme.

64. En Israël, la discrimination à l'égard des Arabes et le déni de leurs droits, notamment le droit à l'autodétermination, ont été considérés comme la preuve du caractère non démocratique d'Israël, malgré ses dénégations.

65. Les participants ont souligné que les sanctions contre l'Iraq et les souffrances qu'elles avaient causées à la population, notamment aux femmes, aux enfants et aux personnes âgées, constituaient une violation massive des droits fondamentaux équivalant à un génocide. Les sanctions imposées par l'ONU devraient pénaliser les dirigeants, et non pas les populations. D'aucuns ont proposé de remplacer le régime de sanctions actuellement en vigueur en Iraq par un autre système.

66. Les participants ont dénoncé l'exploitation de la défense des droits de l'homme auxquelles se livrent les grandes puissances à des fins politiques. À cet égard, ils

ont noté l'application de traitements inégaux. À leur avis, les grandes puissances, notamment les États-Unis d'Amérique, utilisaient les droits de l'homme afin de promouvoir leurs propres objectifs politiques. Les États-Unis ne pouvaient pas se poser en arbitre dans le domaine des droits de l'homme car ils ne s'étaient pas associés au système international de protection en refusant d'adhérer à la plupart des instruments internationaux et de reconnaître la primauté des lois internationales relatives aux droits de l'homme sur leur législation nationale. Les participants ont cependant estimé que ce type d'exploitation n'enlevait rien à la validité universelle des droits de l'homme ni à tous les efforts déployés afin de les garantir et de les protéger.

67. De l'avis des participants, il existait des liens étroits entre la tyrannie et la violence; ils ont souligné que la souveraineté constituait un attribut des nations et des peuples qui avaient le droit de déterminer leur avenir par le biais d'élections libres et régulières.

68. Les violations généralisées des droits de l'homme ont été considérées comme la preuve de l'échec de l'ONU et du système de protection internationale des droits de l'homme dans la région arabe. Il ne fallait pas imputer cet échec à la spécificité culturelle, car il existait dans la civilisation arabo-islamique une tradition humaniste bien établie. Mais il n'en demeurait pas moins que certains dans la région arabe avaient manipulé la notion de spécificité culturelle pour servir leurs propres intérêts.

69. Certains ont mentionné le fait que la puissance militaire ne représentait pas le seul indicateur de pouvoir; la démocratie en était également un élément essentiel car elle renforçait les États au lieu de les affaiblir. Des élections régulières, le régime du droit et la participation de la société civile et des groupes vulnérables et marginalisés au processus décisionnel étaient des manifestations de la démocratie, ainsi que la transparence dans les affaires publiques et la lutte contre la corruption. C'était là l'idéal auquel devaient aspirer toutes les nations, y compris celles de la région arabe.

70. La plupart des propositions qui ont été faites portaient sur la question de la gouvernance et des droits de l'homme. Les propositions relatives à la paix et à la sécurité avaient pour objectif de renforcer l'ONU afin de permettre aux petits États de résister à l'arbitraire des grandes puissances, en particulier à celui de la seule superpuissance restante, et de faire en sorte que l'Organisation ne soit pas l'instrument de ces puissances, alors que les suggestions faites dans le domaine des droits de l'homme et de la gouvernance étaient en général

beaucoup plus spécifiques. Les participants ont exprimé l'espoir que l'ONU aiderait la société civile à lutter contre la propension à l'arbitraire des États. À divers degrés, les propositions avancées, qui sont examinées ci-dessous, concernaient la notion de souveraineté. Sont examinées en premier les propositions visant simplement à renforcer le régime actuel des droits de l'homme à l'ONU, puis les suggestions plus radicales relatives aux cas de plus en plus nombreux d'atteintes à la souveraineté des États.

71. Les gouvernements devraient être invités à ratifier les conventions internationales relatives aux droits de l'homme et à présenter les rapports périodiques requis sur l'application de ces instruments dans le cadre de leur législation nationale et dans la pratique. Ces rapports et les débats connexes devraient faire l'objet d'une large diffusion.

72. Il faudrait étendre le mandat de la CESAO aux droits de l'homme, et cette question devrait être inscrite à l'ordre du jour des sessions de la Commission. Il faudrait créer, au sein du secrétariat, un groupe qui serait chargé de suivre l'application des instruments internationaux par les pays membres, et de conseiller ces derniers. La CESAO devrait servir de cadre à des rencontres entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales s'occupant de droits de l'homme. On pourrait interpréter cette proposition comme impliquant que toutes les commissions régionales devraient traiter des questions des droits de l'homme.

73. Il faudrait utiliser des indicateurs quantitatifs pour évaluer le respect des droits de l'homme par les gouvernements. Ces indicateurs pourraient inclure des facteurs culturels. Si le respect des droits de l'homme était inférieur à un certain seuil, les États concernés seraient exclus de l'ONU.

74. Les participants ont estimé que la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (communément appelée Déclaration sur la protection des militants des droits de l'homme), adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/144 en date du 9 décembre 1998, devrait devenir une convention internationale dans un proche avenir. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales s'occupant des droits de l'homme devraient exercer des pressions sur les gouvernements à cette fin.

75. Les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'homme devraient être placées sur un pied d'égalité avec les États pour ce qui est du

système d'établissement de rapports concernant l'application des conventions internationales. Il faudrait leur attribuer un rôle plus important dans l'examen des rapports présentés par les gouvernements et les encourager à soumettre des rapports parallèles.

76. Compte tenu de la controverse au sujet des sources étrangères de financement des organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme dans les pays arabes et d'autres pays, il a été proposé de créer un fonds des Nations Unies à l'intention de ces organisations, afin de garantir une plus grande transparence. D'aucuns ont estimé que ces organisations étaient fondées à recevoir des ressources de l'ONU, constituées par les contributions des États Membres au budget de l'Organisation, provenant des recettes fiscales des États.

77. Il a été proposé d'élaborer et d'adopter une convention internationale sur le respect des droits de l'homme dans le cadre des politiques étrangères des États. Ceux-ci doivent en effet respecter les droits de l'homme tant sur leur territoire qu'à l'extérieur.

78. L'ONU a été invitée à lancer une campagne en faveur de la signature et de la ratification du Statut de la Cour pénale internationale, adopté à Rome le 17 juillet 1998. Certains participants ont considéré que l'entrée en vigueur du Statut représentait une garantie du respect des droits de l'homme.

79. Face à l'indifférence manifestée à l'égard de la notion de souveraineté, une proposition a été faite relativement à l'adoption d'une convention internationale sur l'extradition des individus accusés de violation des droits de l'homme. Il faudrait qu'à une date à déterminer, un tel instrument acquière force obligatoire pour tous les États.

80. Les organes et organismes des Nations Unies chargés de veiller au respect des droits de l'homme ne devraient pas se limiter à enquêter sur les violations présumées et à publier les résultats de ces enquêtes. Ils devraient pouvoir intervenir dans les cas où il a été établi que des violations ont effectivement eu lieu. (Aucune explication n'a été donnée quant au type d'intervention qui serait nécessaire ni au pouvoir dont disposeraient lesdits organes pour faire appliquer leurs décisions).

81. Il a été proposé d'élargir le mandat du Conseil de sécurité afin d'y inclure les questions relatives aux droits de l'homme. Le Conseil ne devrait pas simplement être informé des activités des organes qui s'occupent des droits de l'homme à l'ONU. Il devrait adopter une approche plus active, qui consisterait, entre autres, à examiner les plaintes. Dans ce domaine, il adopterait des résolutions à la

majorité simple, sans droit de veto. Une objection a toutefois été exprimée à ce sujet. Certains participants craignaient que les membres du Conseil – en particulier les plus puissants d'entre eux – ne finissent par politiser la question des droits de l'homme et ne traitent les diverses situations de manière inégale, en fonction de leurs propres intérêts. Il a été proposé de créer un organe spécial, dont la compétence et l'indépendance des membres pourraient être garanties. Dans les deux cas, le caractère supranational du Conseil de sécurité ou du nouvel organe présentait un avantage évident, de même que le caractère obligatoire des enquêtes. Le simple fait d'être membre de l'ONU permettrait à l'un ou à l'autre de ces organes d'effectuer les investigations requises; il ne serait pas nécessaire qu'un État se conforme de manière explicite à un instrument juridique précis et internationalement contraignant.

V. Conclusions

82. Les débats qui ont eu lieu dans le cadre de l'Audition ont été caractérisés par un sentiment de colère suscité par l'incapacité de l'ONU à rétablir les droits des Palestiniens et à défendre l'intégrité territoriale d'un certain nombre d'États arabes. On a estimé que ce problème constituait le talon d'Achille de l'Organisation dans la région. Cette situation particulière, ainsi que les sentiments et les réactions qu'elle engendrait, distinguaient la région de la CESAO de celles couvertes par les autres commissions.

83. Parmi d'autres sujets d'amertume, qui n'étaient certes pas spécifiques à la région, on mentionnera les injustices du système économique international et la médiocre situation dans le domaine des droits de l'homme.

84. En dépit de ces sentiments et critiques, les participants, dans toutes leurs interventions et propositions, ont exprimé leur soutien à l'Organisation ainsi qu'aux idéaux qu'elle incarne. La plupart des critiques formulées à son encontre étaient liées au fait qu'elle avait manqué à ses obligations, ne faisant pas respecter ses principes et n'atteignant pas les objectifs pour lesquels elle avait été créée. Les critiques de l'Organisation ne remettaient pas son rôle en question, et ne cherchaient pas non plus à l'affaiblir; au contraire, ils souhaitaient son renforcement.

85. Dans le domaine de la paix et de la sécurité, c'est aux grandes puissances, et principalement aux États-Unis, qu'on imputait la marginalisation et la faiblesse de l'ONU.

86. En matière de droits de l'homme et de gouvernance, il a été reproché aux États non démocratiques de ne pas respecter les droits fondamentaux.

87. Dans le domaine du développement économique et social, les participants ont estimé que les déficiences résultaient de la marginalisation de l'ONU et du caractère non démocratique de certains États.

88. En ce qui concerne la paix et la sécurité, les participants ont souligné que le renforcement de l'ONU exigeait sa démocratisation. Un des principaux objectifs était d'empêcher que l'Organisation ne devienne l'instrument d'une grande puissance.

89. Il fallait également démocratiser les systèmes politiques internes et les sociétés afin de garantir le respect des droits de l'homme et une saine conduite des affaires publiques. La société civile souhaitait que, dans ce cadre, l'Organisation soutienne ses aspirations.

90. La démocratisation aux niveaux interne et international devrait nécessairement entraîner le développement économique et social. Des processus décisionnels plus équitables à ces deux niveaux permettraient d'élaborer des mesures reflétant les intérêts et satisfaisant les besoins de tous les membres de la société, aussi bien les plus faibles que les plus puissants.

91. D'autres propositions faites au sujet du développement économique et social avaient trait aux politiques et au renforcement institutionnel de la société. En dernière analyse, la démocratisation était le principal objectif des propositions avancées dans le cadre de l'Audition.

Annexe I

Audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, tenue en prévision de l'Assemblée du millénaire

Ordre du jour

Dimanche 23 mai 1999

8 h 30-9 heures	Inscription des participants
9 heures-9 h 30	Ouverture de l'Audition Déclaration par Hazem El-Beblawi, Secrétaire exécutif de la CESAO Déclaration par Miles Stoby, Sous-Secrétaire général, Coordonnateur des préparatifs du millénaire
9 h 30-10 h 15	Première séance sur la paix et la sécurité (Président, Lakhdar Brahimi) Déclarations liminaires : Adnan Omran Ghassan Salmane
10 h 45-13 heures	Débats
15 heures-16 heures	Deuxième séance sur le développement économique et social (Président, Ismat Kittani) Déclarations liminaires : Nayla Moawad Saddedine Ibrahim Hoda Badran
16 heures-16 h 30	Débats
17 heures-18 h 15	Débats

Lundi, 24 mai 1999

	Troisième séance sur les droits de l'homme et la gouvernance (Président, Mohsen Al-Aini)
9 h 30-10 h 15	Déclarations liminaires : Leila Sharaf Ghassan Toueini Ali Omlil
10 h 15-11 heures	Débats
11 h 30-13 heures	Débats
15 heures-17 heures	Résumé des débats et conclusions (Président, Hazem El-Beblawi)

Annexe II

Liste des experts et des participants

Audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Beyrouth, 23 et 24 mai 1999

A. Membres de la Commission

Arabe saoudite

Khalid Aboheimed

Superviseur, Section de la planification et des politiques scientifiques

Mohammed Al-Haizan

Économiste, Ministère des finances et de l'économie nationale

Égypte

Adel Abdel Monhem Al-Khodary

Ambassadeur, ambassade d'Égypte

Yehia Negm

Troisième Secrétaire, ambassade d'Égypte

Iraq

Hicham Abdul-Razzak

Premier Secrétaire, Ministère des affaires étrangères

Jordanie

Anmar Al-Hammoud

Ambassadeur, ambassade de Jordanie

Oman

Mohammed Bin Khalil Jazmi

Premier Secrétaire, ambassade d'Oman

Palestine

Samih Hussein Abd Karakra

Ministre adjoint, Ministère du plan et de la coopération

Mohammed Ghadayah

General Manager, Associations Construction and Human resources,
Ministère du plan

Qatar

Ahmed Saleh Al-Mehnadi

Chef des relations économiques et internationales

Ministère des finances, de l'économie et du commerce

Mohamed Nasr Al-Nasr
Directeur, Département des organisations internationales des conférences et traités,
Ministère des affaires étrangères

Ali Mubarak Al-Mehnadi
Ambassade du Qatar

République arabe syrienne

Ibrahim Issa
Ministère des affaires étrangères

Yémen

Abdullah Ali Al-Muhalwi
Ambassadeur plénipotentiaire, ambassade du Yémen

B. Experts

Mohsen Al-Aini (Yémen)
Ancien Premier Ministre

Hoda Badran (Égypte)
Alliance for Arab Women

Lakhdar Brahimi (Algérie)
Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Layla Charaf (Jordanie)
Membre du Parlement

Saadeddine Ibrahim (Égypte)
Centre d'études du développement Ibn Khaldun

Ismat Kittani (Iraq)
Conseiller spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Nayla Mouawad (Liban)
Membre du Parlement
Association René Mouawad

Adnan Omran (République arabe syrienne)
Ancien Secrétaire général
Ligue des États arabes

Ali Oumlil (Maroc)
Professeur d'université

Ghassan Salame (Liban)
Professeur d'université, Paris

Ghassan Tweini (Liban)
Rédacteur en chef du journal *An-Nahar*

C. Médias et personnalités

Égypte

Hussein Ahmed Amin
Écrivain

Iraq

Adeeb Al-Jader
Ancien Ministre

Jordanie

Taher Hamdi Kanaan
Ancien ministre

Liban

Kamal Chehade
Conseiller du Ministre de l'économie

Monah El-Solh
Président, Dar Al-Nadwa

Edward Ghorra
Ambassadeur

Elias Saba
Personnalité éminente

Talal Salman
Journaliste, *As-Safir*

Tahani Sendian Tleiss
Lawyers' Syndicate

Palestine

Youssef Sayegh
Économiste

République arabe syrienne

Hekmat Nabelsi
Personnalité éminente

Yémen

Abdullah Al-Alem
Consultant

D. Instituts de recherche

Iraq

Kheireddin Hassib
Centre of Arab Unity Studies

Farhang Jalal
Conseiller en gestion et promotion industrielle

Jordanie

Sami Sanna'a
Consultant
Institut du Moyen-Orient pour la gestion des ressources agricoles

Liban

Najla Hamadeh
Lebanese Association of Women's Research

Adeeb Nehmeh
Consultant en développement social

Riad Tabbara
Centre d'études du développement

République arabe syrienne

Nabil Sukkar
Managing Director
Syrian Consulting Bureau for Development and Investment

E. Institutions académiques

Arabie saoudite

Samira Islam
Professeur
Faculté de médecine
Faculty of Medicine and Allied Sciences
King Abdul-Aziz University

Égypte

Fathi Mohammed Abou-Ayana
Président de l'Université arabe à Beyrouth

Abdul Fattah Mansour
Professeur d'université

Samir Tanago
Professeur à l'Université d'Alexandrie

Jordanie

Mostafa Hamarneh
Directeur
Centre d'études stratégiques, Université de Jordanie

Koweït

Khaldoun Nakik
Professeur à l'Université de Koweït

Liban

Roger Assaf
Professeur et Directeur
Université Saint-Joseph

Fahmeya Charafeddine
Professeur
Université du Liban

Assad Diab
Président
Université du Liban

Dalal El-Bizri
Professeur
Université du Liban

Fadia Kiwan
Professeur
Université du Liban

Samir Makdisi
Professeur
Université américaine à Beyrouth

Mohammed Shaya
Doyen de la faculté des sciences sociales
Université du Liban

Palestine

Ali Khashaan
Dean, Jerusalem Palestinian School of Law
Al-Quds University

République arabe syrienne

Bouthaina Chaaban
Professeur d'université

F. Organisations non gouvernementales

Arabie saoudite

Farida Allaghi
Programme des pays arabes du Golfe pour les organisations de développement des Nations Unies

Bahreïn

Sabika Al-Najjar
Awal Women Society

Égypte

Mohamed Mahmoud El-Said
Arab NGO Network for Environment and Development

Samar Labbad
Directeur général
Association arabe d'experts comptables

Mohamed El-Sayed Said
Centre cairote d'études des droits de l'homme

Taher El-Taher Shash
Organisation arabe des droits de l'homme

Jordanie

Emilie Nafaa
Présidente
Organisation des femmes arabes de Jordanie

Ghaleb Barakat
Institute for Planetary Synthesis

Shadia Nusseir
Jordanian Hashemite Fund for Human Development

Liban

Layla Baalbaki Harb
Vice-Présidente
Association libanaise des droits de l'homme

Alice Keyrouz Sleiman
Avocate
Association libanaise des droits de l'homme

Wa'el Kheir
Directeur général
Association libanaise des droits de l'homme

Norma Melhem
Avocate
Association libanaise des droits de l'homme

Toufic Ousseiran
Coordonnateur
Comité des organisations non gouvernementales du Liban

Linda Matar
Présidente
Conseil des femmes du Liban

Jean Younes
Coordonnateur
Coordination des mouvements catholiques étudiants pour le Moyen-Orient

Elias Metri El-Halabi
Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants

Ezzeddine Ezzeddine
Executive Director
Lebanese Association for the Welfare of the Handicapped

Malek Ghandour
Lebanese Environment Forum

Layla Salhab Karami
Président
Lebanese Working Women's Association

Habib Abou Nafeh
Middle East Coordination of Catholic Students Movement

Wafa'a Bchara
Conseiller juridique
Renaissance Women's Gathering

Zaheya Hitti
Conseiller
Renaissance Women's Gathering

Farouk Mawlawi
Directeur régional
Transfert mondial de l'information

Hassan Merhbi
Assistant Secrétaire général
Union des avocats arabes

Alia Al-Husseini
Coordonnatrice nationale
Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources

Moussa Charafeddine
General Secretary
Union of Organizations for the Mentally Handicapped

Palestine

Izzat Abdul Hadi
Bissan Centre for Research and Development
Souheil El-Natour
Président
Palestinian Cultural Democratic Forum

République arabe syrienne

Souad Bakkour
Présidente
Syrian General Federation for Women

Yémen

Amal Basha
Sisters Arab Forum

G. Secteur privé

Liban

Elias Ghantous
Assistant Secrétaire général
Union générale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes
Fouad Sayed Ahmed
Secrétaire générale
Union des banques arabes

H. Organismes du système des Nations Unies

Nations Unies

Sulafa Al-Bassam
Chef
Bureau des commissions régionales à New York
Habib El-Habr
Directeur régional adjoint
Bureau régional du PNUE pour l'Asie occidentale
Tanja Thonhauser
Administrateur adjoint chargé de la protection
Haut Commissariat pour les réfugiés
Christian de Clercq
Conseiller principal
Programme des Nations Unies pour le développement
Haifa Shaker Abu Ghazaleh
Conseiller régional
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

Atef Mohammed Khalifa
Directeur
Équipe d'appui pour les États arabes et l'Europe
Fonds des Nations Unies pour la population

Ahuja Kumar Rajendra
Programme alimentaire mondial

Agences spécialisées

Azita Berar-Awad
Directeur adjoint
Bureau international du Travail

Omar Ben Ramdhane
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Mohammad Ishaq Al-Khawashky
Conseiller spécial du Directeur régional
Organisation mondiale de la santé

Abdelhay Mechbal
Organisation mondiale de la santé

Ezzedin Shamsedin
Conseiller de l'Administrateur
Banque mondiale

Mahdi Al-Hafedh
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
